

## Intervention au CN du 23/01/2014

Le «pacte de responsabilité» de Hollande fait du MEDEF le partenaire privilégié d'un État chargé, non plus de corriger les excès du marché, comme naguère l'État providence social-démocrate, mais d'intégrer salariés et citoyens aux conditions requises par les marchés pour dominer sans entrave toute la société.

Cette politique tourne le dos aux exigences qui montent de toute part avec: la progression du chômage, malgré la promesse de l'infléchir; le délitement des services publics, malgré les hausses répétitives d'impôts et la promesse de défendre le modèle social français; l'écrasement des revenus salariaux, malgré la promesse de combattre les inégalités et de préserver le niveau de vie.

C'est cette opposition qu'il nous faut majorer contre le découragement et la résignation dont les sondages n'arrêtent pas de renvoyer l'image désespérante aux Français.

Ce doit être là l'apport original et si nécessaire du PCF, en nous efforçant de conjuguer sans cesse propositions cohérentes, radicales et réalistes sur le fond et rassemblement le plus large possible à gauche.

Contre la montée du FN aujourd'hui, contre la récupération, demain, des échecs de Hollande par la droite, il nous faut faire grandir en crédibilité et en popularité nos propositions et leur sens.

Deux exigences, au moins, nous invitent à faire preuve de beaucoup plus d'audace en ce sens.

C'est, d'abord, la nécessité de contribuer à redonner de la force aux luttes pour refuser la baisse du « coût du travail », combattre, au contraire, le coût du capital et exiger que l'argent des profits, des fonds publics et du crédit servent à une relance de progrès social. D'ailleurs, la CGT a décidé aussi de faire campagne contre le coût du capital. Et les syndicats sont hostiles ou réservés par rapport au pacte de Hollande.

Mais c'est aussi la nécessité de tendre la main, plus que jamais, à l'électorat socialiste en déshérence, alors que les critiques de la politique de Hollande formulée à la gauche du PS demeurent très insuffisantes, dénuées de toute contre-proposition.

Le Président de la République arrive à diviser la droite et se fait applaudir par le MEDEF. Ce qu'il entreprend peut aussi séduire à gauche, par défaut.

N'affirme-t-il pas que son « donnant-donnant » avec les patrons est à même de réconcilier dans les entreprises progrès de la « compétitivité » par baisse du coût du travail » et progrès de l'emploi pour un redressement de la production nationale ? Il va même jusqu'à appeler ça le « *socialisme de l'offre* »...

N'affirme-t-il pas que son pacte est en mesure de concilier baisse accrue de la dépense publique, requise par les marchés financiers, et sauvegarde du modèle social français avec, en prime, la promesse d'une baisse des impôts?

La riposte à ce défi d'union sacrée au service de la domination du capital financier nécessite que nous soyons à l'offensive en contre-proposant sur l'ensemble du champ couvert par ce pacte, au-delà de la seule fiscalité.

Opposons aux prétentions du pacte de responsabilité l'exigence d'un « pacte de solidarité », comme l'a proposé P. Laurent, moyennant un tout autre « donnant-donnant » avec les entreprises, à l'appui des luttes et de l'exigence de pouvoirs nouveaux pour les salariés et les citoyens.

Cela concerne quatre grands axes d'intervention politique :

- Pour baisser les charges financières au lieu des « charges sociales », un nouveau crédit bancaire pour les investissements matériels et de recherche des entreprises : son taux d'intérêt serait d'autant plus abaissé, jusqu'à zéro voire en dessous (non remboursement d'une partie du prêt), que ces investissements programmeraient plus d'emplois et de formations correctement rémunérés. Et, pour déployer ce nouveau crédit, un pôle financier public incluant la Banque publique d'investissement ;
- Avec l'arrêt définitif des exonérations de « charges sociales », la taxation des revenus financiers des entreprises et des banques et une modulation du taux de cotisation sociale patronale favorable à l'emploi, la formation, les salaires et pénalisante pour la croissance financière des capitaux ;
- Une relance forte des services publics, car, seule, une telle relance permettrait de concilier gains de productivité et croissance des débouchés, à l'inverse de ce qui se fait aujourd'hui qui alimente le chômage. Et exigeons que cette relance nécessaire soit financée par la BCE avec la « planche à billets »;
- Une réforme fiscale visant la justice sociale, mais aussi l'efficacité économique, par une modulation de l'impôt sur les sociétés selon l'usage fait des bénéfices pour ou contre l'emploi, moyennant aussi une taxation des actifs financiers des entreprises et des banques, adjointe à une nouvelle taxe professionnelle, pour financer les collectivités locales.

Voilà autant d'axes de riposte précise et cohérente qui, simultanément, mettront notre campagne contre le coût du capital en prise sur les enjeux des élections municipales et européennes.